

Nantes, le 17 janvier 2018

Notre Dame des Landes

Réaction de Christelle Morançais

A l'annonce du Premier Ministre d'abandonner le projet de NDDL, c'est un sentiment d'indignation et de colère qui m'anime.

Indignation car en prenant cette décision le 1^{er} Ministre et le Président de République bafouent l'Etat de droit et la démocratie et reviennent sur leur parole. Cette décision est l'expression d'un profond mépris à l'égard des élus locaux, des chefs d'entreprise et de tous les Ligériens qui se sont mobilisés pour ce projet. Elle fera nécessairement date puisqu'il s'agit du premier grand renoncement d'Emmanuel Macron.

Colère car le Président de la République sacrifie toute une région et ses millions d'habitants. Cette décision est un coup de poignard porté au développement économique et à l'attractivité de notre territoire.

Aujourd'hui, le Président de la République a reculé devant une minorité d'ultra-violents. Il envoie un message fort qui condamne la France à l'immobilisme : c'est la fin des grands projets d'infrastructures car dorénavant il y aura toujours des zadistes pour s'y opposer.

Une nouvelle fois l'Etat abandonne les Ligériens, car dans notre région, tous les projets d'infrastructures sont à l'arrêt : l'A831 est enterrée, la liaison TGV Nantes-Paris est plus lente qu'à son inauguration, l'Etat se désengage du Grand Port Maritime...

Lors de son intervention le 1^{er} Ministre n'a en outre annoncé aucune compensation pour notre territoire ni alternative crédible. Le réaménagement de Nantes Atlantique et l'agrandissement de Saint-Jacques à Rennes sont des leurres et en aucun cas des solutions viables permettant de soutenir durablement le développement de notre Région. Cela dénote d'une méconnaissance totale des enjeux locaux et d'une vision parisienne très éloignée des réalités de notre territoire.

Face à la gravité de la situation, j'en appelle au Président de la République. Je lui demande à être reçue dans les plus brefs délais pour définir ensemble un Contrat d'avenir pour les Pays de la Loire.

J'ai également décidé de réunir dans les tous prochains jours une assemblée régionale extraordinaire pour consulter les élus régionaux afin de définir ensemble les bases d'une véritable compensation pour notre territoire.

Enfin, cette décision ne règle en rien le problème de la ZAD dont je demande l'évacuation immédiate.

C'est un coup très dur porté au développement et à l'attractivité de notre Région, mais je ne suis pas pour autant résignée pour les Pays de la Loire.

Nous sommes une région attractive, dynamique sur le plan démographique, économique et de l'emploi. Je ne renoncerai pas à me battre pour qu'elle poursuive son développement. Jamais je n'abdiquerai face à l'abandon des Pays de la Loire par l'Etat.

Christelle Morançais

Présidente du Conseil régional des Pays de la Loire

CONTACT PRESSE :

Gwenola Cariou Huet : gwenola.cariou-huet@paysdelaloire.fr -02 28 20 60 65 – 06 82 80 18 92